Anne-Lorraine Bujon

America First : une politique étrangère sans diplomatie

Au sommet du G7 qui s'est tenu à la fin du mois d'août 2019 à Biarritz, Donald Trump, pour une fois, n'a pas créé l'événement. Pas le moindre comportement transgressif, ni la plus petite déclaration outrée : les journalistes en étaient pour leurs frais. Il est vrai que le président des États-Unis sortait d'une semaine où il avait annoncé de nouvelles sanctions commerciales contre la Chine, avant d'annuler un voyage au Danemark au motif que la Première ministre avait mal réagi à sa proposition de racheter le Groenland… Deux ans après l'élection de ce président hors norme, l'imprévisibilité est devenue la règle : confrontés à ce personnage erratique et impulsif, alliés et rivaux des États-Unis tentent comme ils le peuvent de s'adapter à un nouveau paysage des relations internationales, où la première puissance du monde est devenue l'un de ses plus grands facteurs d'instabilité.

Existe-t-il une doctrine Trump ? Outre-Atlantique, peu d'observateurs de la politique étrangère américaine s'accordent à le dire, et la question a de quoi nourrir la réflexion de générations d'étudiants en science politique. Ce qui est certain en revanche, c'est que pour mieux comprendre les ressorts de la posture internationale de Donald Trump, ainsi que son imbrication avec des enjeux de politique intérieure, on gagne à sortir du cadre de référence le plus habituel en matière de politique étrangère des États-Unis, celui de l'ordre international libéral consolidé par Franklin Delano Roosevelt après 1945. En replaçant la politique de Donald Trump dans une perspective temporelle plus longue, qui intègre l'époque où les États-Unis étaient encore une puissance émergente, on

saisit mieux la façon dont ils envisagent aujourd'hui le réajustement de leur puissance à un monde dans lequel leur hégémonie n'est plus assurée.

Une politique de rupture

Dès son arrivée au pouvoir, en janvier 2017, Donald Trump a manifesté sa préférence pour l'unilatéralisme. Le 23 janvier, il retirait les États-Unis du Partenariat transpacifique sur le commerce, signé avec douze pays d'Asie et d'Océanie, affirmant ainsi son engagement à défendre les droits des travailleurs américains en ne traitant jamais avec ses interlocuteurs que de manière bilatérale. Le 1er juin, il choisissait de sortir les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, ratifié par Barack Obama en 2015, en expliquant qu'il avait été élu pour défendre les intérêts du citoyen de Pittsburgh, et non de Paris : « L'accord de Paris compromettrait notre économie, briserait nos travailleurs, affaiblirait notre souveraineté, imposerait des risques juridiques inacceptables, et nous mettrait en position de faiblesse permanente par rapport aux autres pays du monde[1]. » Ces premières déclarations très médiatisées énoncent clairement une vision des relations internationales comme un jeu à somme nulle, dans lequel ce qui est obtenu par les uns l'est forcément au détriment des autres : les accords multilatéraux permettent à d'autres pays de profiter des États-Unis, économiquement et financièrement, et Trump entend rétablir l'équilibre. Rédigées dans une langue d'une pauvreté rare, où tout est *bad* ou *great* et se décompte forcément en « milliards et milliards et milliards de dollars », elles prennent ses interlocuteurs de court. Au moment de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien, en mai 2018, le langage sera le même : il s'agissait d'un mauvais *deal*, dans lequel les États-Unis cédaient trop et n'obtenaient pas assez. La grammaire du multilatéralisme a bel et bien disparu.

Il devient difficile de compter, depuis lors, le nombre de traités ou d'engagements internationaux dont les États-Unis se retirent ou menacent de se retirer, jusqu'au traité sur les forces nucléaires intermédiaires, en août 2019, décision qui laisse présager une reprise de la course aux armements, non seulement avec la Russie mais surtout avec la Chine. Les organisations internationales sont traitées au mieux avec désintérêt, quand ce n'est pas avec suspicion : en cascade, les États-Unis quittent l'Unesco (octobre 2017), le Conseil des droits de l'homme des Nations

1. « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord », WhiteHouse.gov, 1er juin 2017.

unies (juin 2018), et menacent de quitter l'Organisation mondiale du commerce (août 2018). L'idée qu'ils pourraient être jugés par des juridictions internationales, telles que l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce ou la Cour internationale de justice, est le sujet d'une irritation particulière. Ainsi, c'est tout l'édifice de l'ordre multilatéral, pourtant largement perçu par le reste du monde comme étant non seulement de facture américaine, mais construit de telle sorte que les États-Unis y exercent une influence prépondérante, qui est remis en cause par les décisions de l'administration Trump.

Sur une scène internationale redevenue une arène hobbesienne, où seuls comptent les rapports de force[2], le président Trump rapporte la puissance à ses deux déterminants les plus « durs » : l'économie et le commerce d'un côté, dans une vision que l'on pourrait dire néomercantiliste, la puissance militaire de l'autre. Il a annoncé récemment une nouvelle augmentation des dépenses militaires, alors que le budget de la défense aux États-Unis est déjà plus élevé que le budget combiné des huit autres pays qui dépensent le plus dans ce domaine : pour faire face notamment à de nouveaux investissements dans les technologies les plus avancées, les dépenses militaires seraient ainsi portées à 750 milliards de dollars par an à compter de 2020[3]. En affirmant sans détour cette préférence pour les instruments de coercition, qu'ils soient économiques ou militaires, Donald Trump semble tirer un trait sur plusieurs décennies de réflexion et de pratique diplomatique aux États-Unis. On en viendrait presque à oublier la paternité américaine du concept de *soft power*, popularisé dans les années 1990 par Joseph Nye[4]. Dans un livre paru en 2019, l'ambassadeur William Burns, après une carrière qui l'a conduit à occuper des postes clés aussi bien sous George W. Bush que sous Barack Obama, décrit avec la plus grande inquiétude le risque d'une disparition pure et simple de la diplomatie américaine[5].

Car le troisième trait distinctif de la politique étrangère de Donald Trump est son caractère personnalisé à l'extrême. Il y a loin des premières

2. Laurence Nardon, « Politique étrangère américaine : la sombre vision de Monsieur Trump », *Études*, n° 3, 2018, p. 7-18.

3. Jeff Stein et Aaron Gregg, « US Military Spending Set to Increase for Fifth Consecutive Year, Nearing Levels during Height of Iraq War », *Washington Post*, 18 avril 2019.

4. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York (N. Y.), Basic Books, 1990.

5. *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal*, New York (N. Y.), Penguin Random House, 2019. Cf. aussi William J. Burns, « The Lost Art of American Diplomacy: Can the State Department Be Saved? », *Foreign Affairs*, vol. 98, n° 3, 2019, p. 98-107.

réflexions d'Arthur Schlesinger sur les risques de dérive de la « présidence impériale[6] », au moment de la guerre du Viêt Nam, à ce président hypermédiatique, qui s'exprime en temps réel par un flot ininterrompu de tweets en lettres majuscules, et semble parfois évoluer dans un univers de séries télévisées, réduit à une succession de séances photos assorties de déclarations fracassantes. Pour tous les observateurs et plus encore les interlocuteurs des États-Unis, l'un des aspects les plus préoccupants de cette présidence est l'isolement du président au sein de sa propre administration. Incapable de se conformer au jeu des acteurs qui caractérise le fonctionnement du pouvoir exécutif américain, le président Trump a limogé en septembre 2019 son troisième conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, après avoir « usé » également un premier secrétaire à la Défense et un secrétaire d'État. À de nombreuses reprises, il s'est démarqué publiquement de la communauté du renseignement, mettant en cause la compétence ou la loyauté de ses chefs ; deux ans après son arrivée au pouvoir, nombre de postes stratégiques au département d'État restent encore vacants. La Brookings Institution tient désormais un compte précis du « turnover » sans précédent de hauts fonctionnaires, membres du premier cercle de conseillers ou du gouvernement au sens large.

Dans un article consacré au rapport du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans la campagne électorale de 2016, Stephen Kotkin rapporte que, si les efforts de « collusion » de la Russie avec les équipes du président Trump n'ont débouché sur rien, c'est en partie parce que les officiers de renseignement russes chargés d'infiltrer l'entourage de Trump ne sont pas parvenus à identifier les conseillers responsables des dossiers sensibles, ni à déterminer qui avait réellement l'oreille du président[7]. L'atmosphère de chaos qui règne à la Maison-Blanche, amplement décrite par les journalistes Michael Wolff et Bob Woodward dans des livres chocs, est proprement affolante[8]. Et la publication d'une étrange tribune anonyme par le *New York Times*, dans laquelle de mystérieux responsables de la sécurité nationale expliquent à l'opinion américaine qu'ils agissent depuis le cœur de l'appareil d'État pour contrecarrer les « pires inclinations » du président, n'est pas de nature à rassurer[9].

---

6. *La Présidence impériale* (1973), Paris, PUF, 1976.

7. « American Hustle: What Mueller Found—and Didn't Find—about Trump and Russia », *Foreign Affairs*, vol. 98, n° 4, 2019, p. 62-79.

8. Michael Wolff, *Le Feu et la Fureur*, Paris, Robert Laffont, 2018 ; Bob Woodward, *Peur. Trump à la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2018.

9. « I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration », *New York Times*, 5 septembre 2018.

La politique étrangère de Donald Trump est donc avant tout une politique de rupture, iconoclaste et déstabilisatrice. Le président semble animé à l'excès par le besoin de défaire tout ce qu'a fait son prédécesseur. Au-delà même de cette fixation, il remet en cause un demi-siècle de doctrine, mais aussi de procédures et de fonctionnement opérationnel de la politique étrangère américaine, hérissant une très grande partie de l'establishment diplomatique et militaire, n'hésitant pas à s'en prendre à des monstres sacrés comme les héros de guerre, et foulant aux pieds toute forme de bienséance. Surdéterminée par la personnalité instable du président, cette politique n'est pas pour autant complètement hors-sol ou incompréhensible. Avec des instincts sûrs de démagogue, Donald Trump renoue avec quelques fondamentaux de l'histoire politique américaine. Il poursuit un certain nombre de priorités qui étaient déjà celles de ses prédécesseurs et agit en fonction de représentations largement répandues, aux États-Unis, sur la trajectoire historique du pays.

Rendre à l'Amérique sa grandeur

L'unilatéralisme est au fondement de la politique étrangère américaine, comme le montre Maya Kandel[10]. Ce n'est d'ailleurs qu'au moment où Franklin Roosevelt décide d'engager résolument le pays dans la construction d'une nouvelle architecture de sécurité et de paix internationales, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que le terme « isolationnisme » devient courant pour décrire cette tendance caractéristique de la société et des dirigeants américains – justement parce qu'on essaie de les en sevrer pour éviter à la constitution des Nations unies le sort qu'avait connu en son temps la Société des Nations. Le retour aux textes fondateurs, notamment le discours d'adieu de George Washington au pays, montre la persistance de cette vision originelle, selon laquelle les alliances diplomatiques constitueraient un piège pour les treize colonies tout juste émancipées, qui tentaient alors de se constituer en puissance autonome. Rien ne devait mettre en péril leur souveraineté durement acquise, ni les distraire de leur développement en tant que nation. Or celui-ci commandait de protéger l'originalité de leur système de gouvernement, tout en assurant leur prospérité par la multiplication des échanges commerciaux avec le reste du monde.

L'unilatéralisme a donc partie liée, d'emblée, avec l'exceptionnalisme américain, même si ce dernier, mythe polymorphe, a servi par la suite de

10. *Les États-Unis et le monde*, Paris, Perrin, 2018.

justification à des politiques de nature très différente, du messianisme démocratique des États-Unis aux raisonnements qui les exemptent des règles qu'ils entendent appliquer aux autres pays. Le slogan « *America First* » est de ce point de vue particulièrement évocateur : d'abord utilisé par Woodrow Wilson pour rassurer l'opinion sur la neutralité des États-Unis durant la Première Guerre mondiale, il connaît une première fortune dans l'entre-deux-guerres lorsque le président Warren Harding souhaite avant tout que le pays revienne à la « normalité », loin des complications européennes, avant d'être repris à son compte dans les années 1940 par le comité pacifiste, antisémite et fascisant qui milite, autour de l'aviateur Charles Lindbergh, pour empêcher l'entrée en guerre des États-Unis. Il tire sa force de la réaction à la rupture introduite par l'internationalisme à consonance morale des quatorze points de Wilson, tout comme on peut interpréter aujourd'hui la politique de Donald Trump, après celle de Barack Obama, comme une réaction à l'aventurisme de George W. Bush et de ses conseillers néoconservateurs en Irak.

L'accent mis sur la puissance commerciale et militaire, de même, rappelle tout le XIX^e^ siècle américain, quand le pays se développe d'abord comme une puissance maritime et considère la liberté de navigation comme le bien commun le plus important. Les premiers engagements militaires des États-Unis dans des contrées lointaines ont été liés à des actes de piraterie au large des côtes africaines et, aujourd'hui encore, on voit les tensions s'exacerber dès que les voies de communication globales, qu'elles soient maritimes, aériennes ou spatiales, sont en cause. Si la Chine ou l'Iran sont vus comme des adversaires stratégiques de tout premier rang, c'est aussi parce qu'ils menacent de verrouiller la mer de Chine du Sud pour l'un, le détroit d'Ormuz pour l'autre, ainsi qu'on l'a vu à l'été 2019.

Prolongeant ces exemples, il faut souligner aussi combien, dans la plupart des dossiers régionaux, la politique de Donald Trump suit des préceptes classiques de l'analyse stratégique américaine : depuis les années 1970 au moins, l'Iran est perçu comme un adversaire existentiel des États-Unis, de telle sorte que l'obstination de l'administration Trump à vouloir réduire son influence au Moyen-Orient ne devrait pas réellement surprendre. Il en va de même pour la priorité accordée aux intérêts israéliens, et l'alignement toujours plus grand sur les choix du Likoud. À cet égard, c'est plutôt Barack Obama qui faisait figure d'exception, en ayant cherché à équilibrer un tant soit peu cette alliance avec la droite israélienne. De même, la bonne entente avec le régime saoudien et le prince Mohammed ben Salman, si elle a de quoi choquer après l'assassinat en octobre 2018 du journaliste Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie

saoudite à Istanbul, montre plus de continuité que de rupture avec les époques précédentes.

Quant à la perspective d'une confrontation avec la Chine, devenue assez puissante pour menacer la suprématie américaine, elle est présente dans toutes les revues stratégiques depuis les années 1990 au moins, quand bien même la menace terroriste et les projets de « Grand Moyen-Orient » de l'administration Bush l'avaient, un temps, fait passer au second plan[11]. Lorsque le président Obama insiste tant sur le pivot stratégique vers l'Asie, c'est bien que les espoirs de coopération pacifique ou de démocratisation ont échoué, et que l'endiguement de la Chine est reconnu en tant que principale priorité. Aujourd'hui, nombreux sont les responsables économiques et politiques américains qui voient d'un très bon œil la fermeté de ton de Donald Trump à l'égard de la Chine. D'autant qu'à ces facteurs traditionnels de puissance s'ajoute aujourd'hui, de façon particulièrement sensible, l'enjeu technologique et de maîtrise du cyberespace[12].

Le nationalisme dont Donald Trump se revendique plonge également des racines profondes dans l'histoire des États-Unis. Il s'inscrit dans la tradition « jacksonienne », en référence à la typologie devenue classique de Walter Russell Mead[13]. Né dans une famille pauvre de ce qui était alors le Sud-Ouest, Andrew Jackson était un héros de la guerre d'indépendance contre les Anglais, puis des guerres indiennes qui ont permis l'annexion de la Floride. Défenseur du peuple américain face à des élites accusées de ne pas connaître le prix du sang, il élargit le suffrage et lutte contre un État fédéral jugé trop puissant. En matière de politique étrangère, les jacksoniens d'aujourd'hui ne croient pas que les États-Unis aient la mission universelle de transformer le monde ou de promouvoir la démocratie. Ils pensent surtout aux intérêts et libertés individuels des citoyens américains sur leur propre territoire, et sont prêts à les défendre résolument lorsqu'ils leur semblent attaqués. C'est à eux que Donald Trump s'adresse en priorité quand il s'en prend aux immigrés ou aux musulmans, ou promet de construire un mur sur la frontière avec le Mexique. C'est chez eux que résonne le mieux l'évocation d'un passé mythifié d'homogénéité raciale et religieuse, et pour eux qu'il voudrait

11. « Nouvelles puissances, nouvelles menaces », entretien avec Pierre Hassner et Bruno Tertrais, *Esprit*, février 2006, p. 59-73.

12. Cf. Thomas Gomart, *L'Affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2019.

13. *Sous le signe de la Providence. Comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003 ; « The Jacksonian Revolt », *Foreign Affairs*, vol. 96, n° 2, 2017, p. 2-7.

« rendre sa grandeur à l'Amérique ». Comme pour donner raison à Mead, Trump a fait accrocher un portrait du président Andrew Jackson dans le bureau ovale.

À l'instar de celle de ses prédécesseurs, enfin, la politique étrangère de Donald Trump est à replacer dans le paradigme du déclin. Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis sont travaillés par la question du déclin de leur puissance, ainsi qu'en témoigne toute une littérature sur l'empire et l'impéralisme. On ne compte plus les ouvrages qui comparent les États-Unis à l'Empire romain ou à l'Empire britannique[14]. Comme si, prenant conscience avec la disparition de l'Union soviétique de leur statut d'hyperpuissance, les États-Unis devenaient obsédés par la perspective de la chute. C'est de cette époque que date l'article séminal de Charles Krauthammer sur « le moment unipolaire », dont l'analyse jouera un grand rôle dans l'agrégation du courant néoconservateur, en théorisant notamment la guerre « préemptive[15] ». La nécessité de préserver la suprématie américaine court depuis lors comme un fil rouge dans la politique étrangère des États-Unis, alimentant paradoxalement des stratégies assez substantiellement différentes les unes des autres, du déclenchement de la guerre en Irak à la retenue stratégique de Barack Obama. Comme son prédécesseur, Donald Trump entrevoit la possibilité d'un monde « post-américain », selon les termes de Fareed Zakaria[16], mais si cette évolution commandait pour l'administration Obama un leadership prudent, misant sur la diplomatie et l'influence, la politique étrangère de Trump est tendue au contraire par la volonté d'inverser les horloges, de refuser l'évolution vers un monde multipolaire, et de faire primer les seuls intérêts américains.

Dominer ou diriger ?

Comment évaluer cette politique délibérément dépourvue de diplomatie ? Vis-à-vis de ses adversaires, Donald Trump entretient une incertitude permanente. Son style de négociation, dont il aime à se vanter[17], le conduit à multiplier les provocations pour exercer une pression maximale sur son interlocuteur. Or, si cette méthode lui donne parfois un avantage

14. Sur l'omniprésence des récits de grandeur et décadence, cf. Tom Holland, « America Is Not Rome. It Just Thinks It Is », *New York Review of Books*, 6 août 2019.

15. « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, p. 23-33.

16. *Le Monde post-américain*, Paris, Perrin, 2011.

17. Donald J. Trump, avec Tony Schwartz, *Trump: The Art of the Deal*, Londres, Arrow Books, 1987.

tactique, elle ne repose sur aucun calcul stratégique, comme on le voit dans les dossiers iraniens ou chinois. Elle maintient par ailleurs un niveau de risque extraordinairement élevé. En Iran, le durcissement des sanctions a conduit le président Hassan Rohani à annoncer la reprise, en septembre 2019, de la totalité du programme nucléaire. Dans la guerre commerciale qui oppose les États-Unis à la Chine, celle-ci semble plutôt chercher à limiter les risques d'escalade, mais les économistes multiplient désormais les avertissements sur les menaces que ce bras de fer fait peser sur la croissance chinoise et l'économie mondiale.

Cette conflictualité, surtout, s'ajoute aux autres tensions sino-américaines, militaires et politiques, de telle sorte qu'on peut craindre un dérapage qui conduise à une « vraie » guerre, ainsi que l'explique Graham Allison dans un livre remarqué[18]. Mais l'exemple le plus frappant du niveau critique de risque réintroduit par Donald Trump dans les relations internationales est certainement le retour de la question nucléaire. Qu'il s'agisse de la Corée du Nord ou de l'Iran, voici que se retrouve enclenchée la prolifération, tandis que tout l'appareil de traités et de procédures qui permettaient de l'encadrer au moins partiellement est en voie de démantèlement. Rappelons à cet égard que, lorsque cinquante anciens responsables diplomatiques, militaires et du renseignement – républicains – ont signé à l'été 2016 une tribune appelant solennellement à ne pas voter Trump, l'un de leurs arguments était que l'on ne pouvait envisager de donner à cet homme l'accès au fameux bouton rouge[19].

Pour ses alliés, le président Trump a le mérite d'appeler à une prise de conscience urgente. Dans le nouveau désordre mondial, il n'est plus possible de se reposer exclusivement sur la solidarité atlantique et la garantie de sécurité américaine[20]. Entretenant le doute permanent sur l'engagement des États-Unis à respecter l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, Donald Trump ne manque pas une occasion de rappeler ses alliés européens à leurs responsabilités, notamment financières, en matière de défense et de sécurité. Si les appels américains à un partage plus équitable du fardeau (*burden sharing*) sont récurrents depuis la fin de la guerre froide, la brutalité des prises de position de Donald Trump et ses revirements incessants devraient agir enfin comme de

18. *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Paris, Odile Jacob, 2019.

19. David E. Sanger et Maggie Haberman, « 50 GOP Officials Warn Donald Trump Would Put Nations's Security at Risk », *New York Times*, 8 août 2016.

20. Manuel Lafont Rapnouil, « La chute de l'ordre international libéral », *Esprit*, juin 2017, p. 98-112.

puissants incitatifs à bâtir une diplomatie européenne autonome, en définissant des positions communes vis-à-vis, notamment, de la Chine et de la Russie, et en accélérant la construction d'un appareil de défense européen. Sa politique met à nu le risque d'un retour à des politiques de puissance « brutes », dans lesquelles les pays membres de l'Union européenne se retrouveraient vulnérables et isolés face à de nouvelles menaces bien réelles. Si l'Europe tient au système multilatéral, c'est à elle qu'il incombe désormais d'en affirmer les principes et d'en amorcer la nécessaire réforme, en abandonnant toute illusion sur des processus de « convergence » naturelle avec, par exemple, la Chine de Xi Jinping.

Pour juger du succès ou de l'échec de la politique étrangère du président Trump, peut-être faut-il se placer en dernier ressort là où celle-ci prend sa source. La politique étrangère des États-Unis a toujours été largement déterminée par des dynamiques de politique interne mais, dans le cas de la présidence actuelle, politique étrangère et politique intérieure semblent quasiment se confondre. D'abord par son mode de communication, qui voit Donald Trump s'adresser de façon indifférenciée aux chefs d'État étrangers, aux membres de sa propre administration, aux journalistes ou à la foule indistincte de ses *followers*. Par la priorité accordée aux orientations qui lui ont permis de remporter l'élection en 2016 ensuite. Celles-ci, en fin de compte, ont très peu dévié : le protectionnisme, censé permettre de réindustrialiser les États-Unis ; le nationalisme, pour leur redonner leur fierté ; le populisme, qui le conduit à s'en remettre aux Américains « ordinaires » plutôt qu'aux élites « globalistes », soupçonnées de les trahir ; ou encore la défense d'un noyau « civilisationnel », blanc et chrétien, qui le voit s'adresser aux Polonais comme à ses électeurs de Dayton, dans l'Ohio[21].

Or le socle initial d'électeurs de Donald Trump lui maintient jusqu'ici sa confiance. Malgré les sanctions commerciales dont certaines commencent à faire ressentir des effets néfastes, les agriculteurs, par exemple, qui l'ont soutenu à plus de 60 % lors de l'élection, continuent d'être favorables à la posture protectionniste[22]. Il ne peut s'agir de prédire, à plusieurs mois de la prochaine élection présidentielle, quel pourrait être le résultat de celle-ci. Mais si Donald Trump peut toujours compter aujourd'hui sur le soutien d'un noyau dur d'électeurs fidèles, c'est aussi parce que

21. Peter Beinart, « The Racial and Religious Paranoia of Trump's Warsaw Speech », *The Atlantic*, 6 juillet 2017.

22. Shawn Donnan et Shruti Singh, « Trump's Trade War Is Hurting Farmers, but They Still Think He Can Win It », *Bloomberg Businessweek*, 11 avril 2019.

les positions qu'il prend sur la scène internationale touchent à un cœur mythique de la nation américaine, dont il donne une vision certes caricaturale, mais perçue comme authentique. L'internationalisme d'un Wilson ou d'un Roosevelt n'a jamais été spontanément populaire, et un certain nombre d'électeurs américains ont trouvé là quelqu'un qui parle pour eux.

*

Donald Trump a réussi à prendre en otage les médias du monde entier. Fascinés par ses outrances, ils semblent toujours attendre sa dernière incartade, comme s'il avait réussi, au-delà de toutes ses espérances, à transformer la « scène internationale » en un théâtre carnavalesque. On aurait tort pourtant de ne pas le prendre au sérieux. Les politiques qu'il mène ont des effets bien réels, et entraînent déjà une redistribution des rôles et du pouvoir dans différentes régions du monde. Dans nos considérations sur le siècle américain, nous avions pris l'habitude de voir l'ordre libéral international construit par Franklin Roosevelt au sortir de la Seconde Guerre mondiale comme une forme de vérité de la politique étrangère américaine – sans pour autant ignorer ses hypocrisies ou ses failles –, et nous découvrons aujourd'hui qu'il n'a peut-être constitué qu'une parenthèse. Le mépris affiché par l'administration Trump pour les règles, les normes et les valeurs qui structuraient le système international, ne serait-ce que sous la forme d'idées régulatrices, autorise d'autres dirigeants politiques aujourd'hui à n'en tenir aucun compte, et il ne suffira pas d'un nouveau président pour réparer ces dommages. Depuis le début du XXIe siècle, avec George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump, trois présidents se sont succédé à la tête des États-Unis qui n'auraient pas pu être plus différents par leurs personnalités, leurs visions du monde et leur pratique du pouvoir, mais chacun d'entre eux a consacré, à sa façon, un recul de la puissance américaine dans le monde. Encore faut-il préciser qu'il s'agit d'un recul relatif, tant la puissance absolue des États-Unis, en termes économiques et militaires, le rôle du dollar, ou encore leur avance dans le domaine technologique ou de l'innovation, restent prépondérants. Mais ce que ce début de siècle a emporté, de façon peut-être irréversible, c'est la possibilité d'un leadership global exercé dans un monde commun, cédant le pas à la perspective d'une fragmentation croissante.

RÉSUMÉ

La politique étrangère des États-Unis est aujourd'hui à l'image du président Trump, imprévisible et dangereuse. Mais elle porte également la marque d'évolutions politiques profondes qui ont rendu son élection possible, et de la résurgence de courants de pensée et d'opinion populistes, nationalistes et protectionnistes. Quelle que soit l'issue de l'élection de 2020, on aurait tort d'espérer que cette période se referme bientôt comme une parenthèse douloureuse. Elle laissera des traces profondes et durables, aux États-Unis et dans le monde.